



ASSEMBLÉE — 41^e SESSION

PLÉNIÈRE

Point 8 : Déclarations des délégations d'États membres

DÉCLARATION DU GUYANA

(Note présentée par M. Juan Edghill, Ministre des travaux publics du Guyana)

Madame la Présidente, je vous félicite pour votre élection à la présidence de la 41^e session de l'Assemblée de l'OACI. Excellences, c'est un insigne honneur pour moi de prendre la parole ici aujourd'hui. Je tiens à saluer le rôle de premier plan joué par l'OACI, en tant qu'institution spécialisée des Nations unies, durant les trois dernières années, qui ont été, à mon avis, parmi les plus difficiles pour l'aviation. L'OACI a joué un rôle moteur admirable pendant une période d'incertitude et de défis majeurs.

L'OACI a pour mandat, dans le domaine de l'aviation, d'établir des politiques, des programmes et des normes, et de favoriser une collaboration fructueuse entre les gouvernements et le secteur. Madame la Présidente, le rôle de chef de file revient donc à l'OACI et le Guyana est prêt à travailler aux côtés de l'Organisation et des États membres pour accélérer le développement de l'aviation et remplir notre mission importante de reconnexion du monde.

La présente session est importante, car elle ouvre la voie à la refonte des stratégies globales de l'aviation en vue de surmonter des défis sans précédent. La pandémie a changé le paysage de l'aviation dans le monde ; les deux dernières années ont été marquées par un effondrement catastrophique de l'économie mondiale qui n'a épargné aucun secteur. Nous faisons face à des menaces communes de plus en plus graves, notamment la hausse du prix des carburants, la perturbation des chaînes d'approvisionnement, les changements climatiques et les questions de sécurité alimentaire.

Les données fournies par l'OACI indiquent une chute de 60 % du trafic mondial de passagers aériens en 2020, puis de 49 % en 2021 (par rapport à 2019), et d'entre 21 % et 24 % dans la première moitié de 2022 (en comparaison aussi avec 2019). Le Guyana a été affecté de manière similaire puisqu'il a enregistré des baisses importantes de 72 % en 2020 et de 47 % en 2021. Cependant, le trafic de marchandises a été relativement épargné au cours des deux années de relèvement.

Madame la Présidente, Excellences, le moment est venu de voler de nouveau ensemble et de rester unis pour atteindre un objectif commun, de reconnexion du monde. J'ai pour habitude de dire que « nous sommes meilleurs et plus forts ensemble ».

Madame la Présidente, au mois de juillet de cette année, j'ai eu l'honneur de présider la réunion de haut niveau de l'OACI sur la faisabilité d'un objectif ambitieux à long terme pour la réduction des émissions de CO₂ de l'aviation internationale. Je tiens à féliciter mes collègues d'être parvenus à un consensus. Excellences, nous devons continuer de travailler ensemble pour réaliser l'objectif ambitieux à long terme

de zéro émission nette de carbone pour l'aviation internationale d'ici à 2050, conformément à l'objectif fixé dans l'Accord de Paris en matière de réchauffement, tout en tenant compte des particularités et des capacités de chaque État.

Madame la Présidente, bien que l'objectif ambitieux à long terme ne soit pas juridiquement contraignant pour les États, permettez-moi de déclarer sans ambiguïté que la manifestation des effets des changements climatiques sera « contraignante » pour nous tous, à moins que nous ne prenions des mesures décisives pour changer la donne climatique. Nous subissons tous les effets négatifs du changement climatique, particulièrement les pays en développement et les petits États insulaires en développement.

Je suis heureux d'informer l'Assemblée que le Guyana s'est doté d'une stratégie de développement à faible émission de carbone destinée à transformer l'économie du pays. Dix-huit millions d'hectares de forêt au Guyana séquestrent 19,5 gigatonnes de CO₂ et nous avons l'intention de préserver 99,5 % de cette forêt comme contribution au patrimoine mondial. Madame la Présidente, Excellences, il est aisé de comprendre pourquoi le Guyana se doit de participer au dialogue en vue de trouver des solutions en matière de compensation et de réduction des émissions de CO₂ liées à l'aviation.

Sachant cela, le Guyana a toujours voulu appuyer les initiatives de protection environnementale menées par l'OACI. En dépit du taux minime d'émissions de CO₂ produites par nos transporteurs, le Guyana a officiellement rejoint la phase pilote du régime CORSIA. Nous avons également pris part à l'initiative des plans d'action nationaux en élaborant et en soumettant les deux premières versions de notre plan d'action national relatif à la réduction des émissions de CO₂.

Excellences, le Guyana continue de faire d'importantes avancées dans ses efforts de mise en conformité avec les normes et pratiques recommandées de l'OACI. Au sein de la CARICOM, il se classe quatrième pour ce qui est de son niveau de conformité, qui est passé de 65,22 % en 2016 à 76,96 % en 2020 à la suite d'un audit d'une mission de validation coordonnée de l'OACI, soit une hausse de 11,76 points de pourcentage. Ce résultat place le Guyana bien au-dessus de la moyenne mondiale de 65 %.

Les bons résultats obtenus par le Guyana en matière de sécurité servent de tremplin à des investissements supplémentaires dans l'aviation. Nonobstant les problèmes économiques qui affectent le monde entier, le Guyana reste un exemple grâce à une croissance économique estimée à 47,5 % en 2022, qui repose en grande partie sur l'essor du secteur national des hydrocarbures. Des investissements dans le secteur aéronautique permettront en outre à l'aviation de servir de moteur à la croissance du PIB, de l'emploi, du commerce et du tourisme.

Madame la Présidente, le Guyana est sans doute un petit État en développement, mais nous voulons assurer nos collègues que nous sommes déterminés et motivés quant à nos responsabilités envers l'OACI. Ici, à la 41^e session, le Guyana présente cinq notes de travail traitant de questions relatives au renforcement des capacités dans plusieurs domaines : les enquêtes sur les accidents d'aviation, la cybersécurité, le Régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale (CORSIA) et les systèmes d'aéronefs non habités. En outre, le Guyana recommande à l'OACI de revoir sa politique de tarification de l'accès aux statistiques d'aviation, en vue de rendre cet accès gratuit pour les États.

Excellences, en dépit de l'existence de défis anciens et nouveaux, ensemble, levons-nous et bâtissons, de façon à trouver la voie de la relance et à reconnecter le monde mieux qu'hier. Rappelez-vous que l'espoir naît de l'action et ne se suffit pas des mots ! Le moment est venu d'agir ! Le pouvons-nous ? Oui, nous le pouvons ! Oui, nous le pouvons !

Merci et que Dieu vous bénisse !

— FIN —